

Père du microcrédit, Prix Nobel de la paix 2006, le professeur Yunus est victime d'une cabale au Bangladesh, où sa célébrité gêne le gouvernement

Haro sur le « banquier des pauvres »

Dacca (Bangladesh)
Envoyé spécial

Frédéric Bobin

A première vue, le détail est anodin, on pourrait en sourire, mais au fil des ans il a énervé les jaloux. Au rez-de-chaussée de son état-major de la Grameen Bank – un immeuble blanc crème – trônant sur Dacca, la capitale du Bangladesh, une salle d'exposition célèbre la gloire du professeur Mohammad Yunus. Les clichés montrent le héros du lieu, Prix Nobel de la paix 2006, pionnier du microcrédit, salué pour avoir arraché à la pauvreté des masses de déshérités.

Le voici solennel, s'exprimant devant le comité d'Oslo. Le voilà radieux, en présence de Bill Clinton, de Barack Obama et des grands de ce monde. Et puis il y a ces colombes battant l'air autour de lui, son peuple de villageois le couvrant de gratitude. On dirait le « banquier des pauvres », comme on l'a surnommé, en campagne. Et quand on le rencontre dans son bureau tapissé d'ouvrages d'économie, sa gentillesse de vieux sage, septuagénaire à la chevelure neigeuse, sourire immaculé, trahit soudain une sûre idée de lui-même et de son œuvre : « *Jusqu'à présent, nous recevions tout de l'Ouest. Et voilà que maintenant l'Ouest accepte l'une de nos idées, qui apporte sa contribution à l'ensemble de la planète. La population du Bangladesh en est fière.* »

Est-ce là la clé ? Faut-il imputer à la superbe du professeur Yunus, à sa posture souveraine, la marée montante des tracas qui l'assiège depuis quelques semaines ? La chasse est désormais ouverte au Bangladesh, orchestrée par certains cercles du gouvernement. Le 27 janvier, M. Yunus n'a pu se rendre à Davos : il est resté bloqué à Dacca par la convocation d'un juge à la suite d'une plainte déposée contre lui par un inspecteur municipal chargé des contrôles alimen-

taires. Celui-ci avait jugé « *frelaté* » le contenu d'un pot de yaourt à haute valeur nutritionnelle commercialisé par Grameen Danone, une « *entreprise sociale* » associant le groupe français à des sociétés issues de la galaxie Grameen.

Le 18 janvier, il avait dû se déplacer à une centaine de kilomètres au nord de Dacca pour répondre d'une plainte en diffamation déposée par un petit parti de gauche allié du pouvoir. En 2007, M. Yunus avait déclaré à l'AFP que la politique au Bangladesh se résu-rait à une affaire de « *pouvoir pour faire de l'argent* ». Les dirigeants du parti Jatiya Samaghtrik Dal se sont sentis « *diffamés* » par ce commentaire général. Tout semble bon pour harceler le professeur Yunus. « *C'est clairement une campagne politique* », s'alarme un de ses amis.

Début décembre 2010, la première ministre, Sheikh Hasina – la fille du « *père de la nation* » Sheikh Mujibur Rahman – avait accusé les institutions de microcrédit au Bangladesh de « *sucer le sang des pauvres* ». Joignant le geste à la parole, elle a ordonné une enquête sur la gestion de la Grameen Bank.

L'élément déclencheur de la curée a été la diffusion, le 30 novembre 2010 sur la chaîne norvégienne NRK, d'un documentaire dénonçant les dérives du microcrédit en général et celles de la Grameen Bank en particulier, accusée d'un transfert de fonds illégitime datant de 1996. Mais, dans la capitale bangladaise, tout le monde admet que la controverse suscitée par le film n'est qu'un « *prétexte* » pour solder de vieux comptes.

De l'avis général, la première ministre Sheikh Hasina nourrit contre le professeur Yunus une vive animosité, où se mêlent sentiment d'ingratitude, jalousie personnelle et crainte d'une menace politique. Fondée en 1983 avec le soutien du gouvernement, et bénéficiaire de multiples exemptions fiscales et autres facilités administratives, la Grameen Bank a prospé-

ré et a apporté la célébrité à M. Yunus, sans que celui-ci ait daigné trop reconnaître ce qu'il devait à l'Etat dès l'aube de son épopée. La classe politique a fini par s'en offusquer. « *A chaque fois qu'un dirigeant du Bangladesh se déplace à l'étranger, on lui dit combien il a de la chance de vivre au pays du professeur Yunus* », dit un observateur étranger. L'octroi du prix Nobel de 2006 a porté ce dépit à incandescence : Sheikh Hasina, murmure-t-on à Dacca, avait elle aussi rêvé des lumières d'Oslo.

Quand, en 2007, M. Yunus lance l'idée de fonder un parti politique, la coupe est pleine. A l'époque, le Bangladesh est plongé dans la crise. Face au chaos préélectoral ambiant, l'armée a inspiré la proclamation d'un état d'urgence, emprisonné pour « *corruption* » l'essentiel de la classe politique – dont Sheikh Hasina et sa rivale, la première ministre sortante Khaleda Zia – et cherché à installer à la tête d'un gouvernement de transition un technocrate intègre. M. Yunus est approché par les généraux. Il décline l'offre mais accepte leur suggestion de lancer son propre mouvement dans ce Bangladesh « *nettoyé* » par les prétoriens.

L'aventure sera brève. Sentant que l'opinion ne le suit pas, le « *banquier des pauvres* » renonce au bout de deux mois. Mais l'affaire laissera des traces. M. Yunus, champion d'une troisième force, alternative aux deux « *bégums* » dont l'implacable rivalité épuise le pays depuis sa fondation, en 1972 ? L'intéressé assure qu'il est définitivement vacciné contre pareil songe. « *C'est très clair, déclare-t-il. J'ai essayé une fois, je ne recommencerai plus.* » Apparemment, l'Awami League, le parti de Sheikh Hasina, ne le croit qu'à moitié. « *Aux yeux du pouvoir, il continue de présenter le risque d'une plateforme politique alternative* », decode le général à la retraite A.N.M. Muniruzzaman, président du Bangladesh Institute of Peace and Security Studies (Bipss).

Dans l'œuvre de déstabilisation

en cours, l'Awami League tire profit d'un double atout. Le premier est que le professeur Yunus, dont l'action sociale vise surtout les campagnes, est peu soutenu par l'opinion publique urbaine. Si l'on peut comprendre que les médias locaux, propriétés de tycoons courtisant le pouvoir, se prêtent aux manœuvres officielles, le silence des intellectuels de la société civile est plus troublant. M. Yunus paye là le prix de son cheminement trop personnel. « *Il est plus populaire à l'étranger, où on le célèbre comme un nouveau prophète, qu'au Bangladesh même* », concède un observateur étranger. « *Il n'a pas su forger autour de lui une coalition sociale au Bangladesh* », analyse Baqui Khalily, professeur d'économie à l'université de Dacca.

Le second atout qu'exploite le pouvoir est la crise intellectuelle autour du modèle du microcrédit. Jadis louée comme une panacée universelle, la formule montre ses limites. En Inde, le dévoiement est même brutal sous l'effet de « *requins* » de la microfinance accablant de pauvres emprunteurs surendettés au suicide. Le Bangladesh est à ce stade préservé des perversions indiennes mais le doute s'installe. Le microcrédit permet-il vraiment de réduire la pauvreté ? Les études se contredisent. Et cette incertitude affaiblit la posture du professeur Yunus.

Et maintenant ? Selon la plupart des analystes à Dacca, le gouvernement va tout faire pour prendre le contrôle de la Grameen Bank – dont il détient une part minoritaire – et écarter in fine le professeur de son poste de directeur général. L'Occident s'émeut-il ? Hillary Clinton a appelé Sheikh Hasina pour s'inquiéter. Aux diplomates en poste à Dacca, le ministère des affaires étrangères fait passer un message : « *Nous ne sommes pas une République bananière.* » Et tant pis si l'image du Bangladesh souffre de cette cabale anti-Yunus. ■

Der „Banker der Armen“ unter Beschuss

Mit Joghurt gegen Vater der Mikrokredite

Von unserem
Korrespondenten Georg
Ackermann, Singapur

Friedensnobelpreisträger Muhammad Yunus steht in seiner Heimat Bangladesch unter Druck. Als „Banker der Armen“ wurde Muhammad Yunus 2006 mit dem Friedensnobelpreis ausgezeichnet. Jetzt werden in seinem Heimatland schwere Vorwürfe gegen ihn erhoben.

Es geht um gepanschten Joghurt, Verleumdung und die Krise der Mikrofinanz.

Muhammad Yunus kämpft um sein Lebenswerk. Der „Banker der Armen“, 2006 mit dem Friedensnobelpreis ausgezeichnet für eine Idee, die Millionen von Menschen der mittellosen Schichten in Indien und Bangladesch aus der Armut half, steht in seinem Heimatland unter Beschuss.

Erst vergangene Woche sprach ihn ein Gericht in Bangladeschs Hauptstadt Dhaka vom Vorwurf frei, über ein Tochterunternehmen der von ihm geleiteten Grameen Bank gepanschten Joghurt vermarktet zu haben. Yunus selbst konnte kein Fehlverhalten nachgewiesen werden.

Die Grameen Danone Foods wurde gegründet, um den Ärmsten Zugang zu billigen Nahrungsmitteln zu schaffen, ganz im Sinne der Philosophie des Gründers der Mikrofinanz-Idee.

Wegen der Verleumdungsklage eines Lokalpolitikers musste sich Yunus bereits ein paar Tage zuvor vor Gericht verantworten. Die Vorwürfe gehen zurück ins Jahr 2007, als Bangladesch von einer Militärjunta regiert wurde.

Yunus bezeichnete in einem Interview die einheimische Politikerklasse damals als korrupt und „nur an Macht und Geld interessiert“. Nun scheint es, als setze diese zum Gegenschlag an.

„Die Mikrofinanzbranche saugt den Armen das Blut aus,

unter dem Vorwand, ihre Situation verbessern zu wollen“, sagt keine andere als Ministerpräsidentin Sheikh Hasina Wazed und ordnet Ende Dezember eine Untersuchung in die rund 30 Unternehmen an, die mit Grameen verflochten sind.

Der Bank selbst wurden unsaubere Geschäfte vorgeworfen, als ein Teil von 100 Millionen Dollar (72 Millionen Euro) norwegischer Hilfsgelder an eines der Sub-Unternehmen überwiesen wurde, anscheinend um Steuern zu sparen.

Das Geld wurde inzwischen wiedergefunden und die norwegische Regierung stellte sich hinter Yunus. „Es gibt keine Indizien für korrupte Praktiken oder Unterschlagung“, entgegnet Minister Erik Solheim auf Vorwürfe des norwegischen Fernsehens.

Bangladeschs Führung ist die Popularität Yunus' seit langem ein Dorn im Auge. Für die Parlamentswahlen 2008, die Sheikh Hasina gewann, erwog auch Yunus eine Kandidatur. Bei seinem Kreuzzug gegen das politische Establishment, das in Bangladesch aus zwei rivalisierenden Familien besteht, ging er offenbar zu weit.

Die Regierung hat es nun auf die Bank abgesehen, an der sie bereits 25 Prozent besitzt und zwei Aufsichtsräte stellt. Die 8,3 Millionen Kunden zählende Institution hat im Land ei-

ne enorme wirtschaftliche und soziale Bedeutung.

Ministerpräsidentin Sheikh Hazira profitiert dabei auch davon, dass die Mikrokredit-Branche insgesamt in Verruf geraten ist. Aus

Indien, wo die Kleinstkredite ähnlich beliebt sind, wurden Fälle von Selbstmorden gemeldet, als Folge von Überschuldung. „Als ich die Idee entwickelte, hatte ich nicht gedacht, dass die Mikrokredite eines Tages ihre eigene Zucht von Lohnhaien hervorbringen würde“, schreibt Muhammad Yunus auf seiner Internetseite.

In Indien gedeiht das Geschäft so gut, dass Marktführer SKS Microfinance kürzlich sogar den Sprung an die Börse wagte. Verleiher wurden auf Effizienz gedrillt und die Vergabe der Darlehen forciert.

Die Folge: Einige Kunden nahmen Zwei- und Drittkredite auf, um den Anfangskredit zurückzahlen. Als bekannt wurde, wie gut es den Instituten dadurch ging, weigerten sich viele Schuldner einfach, ihre Darlehen zu bedienen.

„Die Armut sollte ausgerottet werden und nicht als Gelegenheit zum Geldverdienen dienen“, so Yunus. „Wir müssen die Idee der Mikrokredite wieder in die rechte Spur bringen.“ In der Grameen Bank seien die meisten der 2.500 Filialen eigenständig.

Die Profite werden an die Kunden, die zu 97 Prozent aus armen Frauen bestünden, ausgeschüttet. Indien brauche nun eine Regulierungsbehörde, so wie Bangladesch. „Es muss Schluss sein mit dem Kommerz und wir müssen wieder den Armen dienen.“